

Areva. Les salariés très mobilisés pour sauver leurs emplois à Cherbourg

Ils sont près d'un millier actuellement dans les rues de Cherbourg ce mardi. Un millier de salariés d'Areva qui, à l'appel de tous les syndicats veulent sauver leur entreprise.



« On ne savait pas ce que la mobilisation aller donner ». Surtout avec cette pluie et ce temps très maussade. Les salariés d'Areva la Hague ont répondu présent ce matin place de la Mairie à Cherbourg. Ils étaient plus d'un millier à avoir répondu à l'appel des syndicats unis .

Fait unique dans l'histoire de l'usine, les syndicats ont annoncé que tous les ateliers étaient fermés. Aucune production pour la journée.

900 suppressions en vue

On connaît bien sûr les raisons de ce mouvement de protestation. Demain les principaux axes de la restructuration d'Areva seront dévoilés par le président de la République. Mais déjà, 3 000 à 4 000 suppressions d'emplois sont validées pour la France. Les syndicats estiment que pour le Nord Cotentin, il faut s'attendre à 900 suppressions d'emplois sur 4 700, sans compter les emplois induits, qui font monter ce chiffre à 3 000. « **Ce serait l'arrêt de mort du bassin de vie du Cotentin.** »

Les syndicats estiment que ce n'est pas aux salariés de payer cette casse sociale, dont l'origine se trouve dans les mauvais choix stratégiques de ces dernières années, avec la dette liée à l'EPR Finlandais, et l'achat des mines d'uranium d'Uramin. Ils exigent notamment une recapitalisation immédiate d'Areva.

Ce matin, après plusieurs prises de paroles, et après être reçus par le maire de Cherbourg, les salariés défilent dans les rues de la ville. On notera aussi que cette grève est très suivie sur les autres sites français d'Areva. Et notamment à La Défense, le siège social.

Areva Chalon services : "Nous avons fait le choix de bloquer le site"



L'intersyndicale CGT, FO et CGC d'Areva Chalon services a choisi de répondre à l'appel national à la grève en bloquant le site ce matin vers 7heures jusqu'en début d'après-midi.

Pour FO, 50 à 60% de l'effectif de 400 salariés sur le site d'Areva Chalon services (bloqué de fait devant les grilles) soutient le mouvement. Une cinquantaine de personnes est restée pour le barbecue. Le directeur du site Pascal Van Dorsselaer a compté 70 grévistes sur 400 salariés.

Areva Saint Marcel : à la fin de la journée, ce sera 350 grévistes sur le site qui compte 980 personnes.



Areva Chalon services qui compte 400 salariés sur site est bloqué jusqu'en début d'après-midi. Areva Saint-Marcel a fait le choix d'un autre mode de mobilisation avec des assemblées générales tout au long de la journée et comptabilise 350 grévistes sur 980 salariés.

Inquiète pour le devenir de la filière nucléaire et des emplois, l'intersyndicale CGT, FO et CGC d'Areva Chalon services a choisi de répondre à l'appel national à la grève en bloquant le site ce matin vers 7heures jusqu'en début d'après-midi. Au micro face à plusieurs centaines de salariés, les discours des représentants syndicaux ont rappelé leur crainte de voir le fleuron de l'industrie française démantelé. "Il faut faire pression sur les élus et montrer que les salariés se positionnent par rapport à l'hypothèse de reprise par EDF. La non mobilisation est considérée comme une acceptation", souligne Carl Fraselle délégué syndical Force ouvrière qui estime que 50 à 60% de l'effectif (bloqué de fait devant les grilles) soutient le mouvement. Une cinquantaine de personnes est restée pour le barbecue. L'effectif d'Areva Chalon Services est de 1080 salariés dont 400 personnes sur site dont la moitié sont des cadres. Le directeur du site Pascal Van Dorsselaer qui "comprend les inquiétudes des salariés mais déplore le blocage du site" a compté 70 grévistes sur 400 salariés présents à Chalon.

Des heures de grève par postes ont été comptabilisées à Saint-Marcel par l'intersyndicale CFDT, CGC et CFTC : 254 personnes pour les postes du matin et de la journée et 120 personnes pour l'après-midi et la nuit. En tout ce sera 500 grévistes sur le site qui compte 980 agents.

Areva : les salariés se mobilisent fortement sur les sites



Dans les nombreux sites industriels du groupe (La Hague, Marcoule, Tricastin...), la mobilisation a été forte : entre 50 et 60 % de grévistes, selon le décompte de la direction. - AFP

La direction d'Areva a comptabilisé entre 50 et 60 % de grévistes ce mardi sur les grands sites industriels du groupe.

« Est-ce que certains d'entre vous estiment ne pas avoir assez de travail ? Est-ce que certains d'entre vous estiment être trop payés ? » Sur le parvis de la grande tour noire d'Areva à La Défense mardi matin, deux à trois cents salariés ont écouté le coordonnateur FO du groupe, José Montes, et ses homologues réunis en intersyndicale CFDT-CGT-FO-CGC-Unsa, s'alarmer du plan d'économies qui doit supprimer jusqu'à 6.000 postes d'ici fin 2017, dont 3.000 à 4.000 en France, et réduire les avantages sociaux des salariés qui resteront.

Dans les nombreux sites industriels du groupe (La Hague, Marcoule, Tricastin...), la mobilisation était encore plus forte : entre 50 et 60 % de grévistes, selon le décompte de la direction. FO a, elle, évoqué un chiffre bien supérieur.

2.300 à 2.700 départs escomptés à fin 2016 par le groupe

Les syndicats sont entrés dans le dur des discussions avec leur direction. Le périmètre sur lequel s'appliqueront les suppressions de postes en France sera plus restreint que les 28.500 salariés recensés à fin 2014: selon un document interne que « Les Echos » se sont procurés, les réductions d'effectifs porteront en réalité sur 22.149 postes, soit une fourchette de suppressions de postes en France de 13,5 % à 18 %. Certaines activités ont en effet été sorties du périmètre du plan, comme Areva TA (l'activité des réacteurs nucléaires de propulsion navale ou de recherche) ou STMI (démantèlement). Le groupe veut aussi que les départs soient concentrés l'an prochain, même si le plan court jusque fin 2017 : il escompte 2.300 à 2.700 départs à fin 2016. A cette date, ce sont les fonctions support qui contribueront le plus au départ, avec 17 à 19 % de départs souhaités. « C'est nous qui allons être les premiers touchés. On craint des mutations forcées », réagissait mardi sur le parvis de la tour Areva un élu CFE-CGC. Dans certains sites, comme dans le Cotentin ou en Bourgogne, les départs en retraite ou pré-retraite pourraient de fait couvrir l'essentiel des postes à supprimer, mais ce ne sera pas le cas sur les sites d'Île-de-France ni de Tricastin et Marcoule.

Pour préserver les compétences, le groupe a par ailleurs dressé une liste des « principaux métiers potentiellement à exclure » (soudage, calculs mécaniques, analyse de sûreté...) du plan de départs volontaires, au grand dam des syndicats.

Au-delà du plan social en discussion, les syndicats critiquaient mardi la restructuration en cours de la filière. « Tous les projets sur la table aujourd'hui démantèlent Areva. Qu'il y ait des coopérations, notamment dans l'ingénierie, nous y sommes favorables, mais pas en faisant entrer des actionnaires extérieurs. In fine c'est une privatisation rampante des de tout le secteur », a dénoncé mardi Bernard Devert, de la CGT Métallurgie. « Le message est clair: on veut que le groupe soit préservé et pérenne », a plaidé devant les salariés le coordonnateur CFDT d'Areva, Jean-Pierre Bachmann.

Areva: forte mobilisation des salariés pour défendre les emplois

Barrages filtrants, sites de production à l'arrêt, manifestations: les salariés d'Areva se sont fortement mobilisés mardi pour défendre les emplois au sein du groupe nucléaire et dire non à son démantèlement, une première depuis l'annonce en mai de la suppression de 3.000 à 4.000 postes en France.

L'intersyndicale CGT, CFDT, CFE-CGC, FO et Unsa avait appelé les salariés à "un arrêt de travail" de 24 heures. Une mobilisation réussie, FO parlant de "plus de 90% de grévistes en moyenne sur les sites industriels", la direction faisant état d'un taux de grévistes "entre 50% et 60%" sur les mêmes sites.

Cette mobilisation a lieu à la veille d'une réunion à l'Élysée sur la filière nucléaire. Elle se tiendra à l'issue du Conseil des ministres et rassemblera autour de François Hollande, le Premier ministre Manuel Valls, ainsi que les ministres de l'Economie Emmanuel Macron, de l'Energie, Ségolène Royal et des Affaires Etrangères Laurent Fabius.

Dans ce contexte, "c'est bien que les salariés aient fait entendre leur voix", s'est félicité Jean-Pierre Bachmann (CFDT) devant le siège du groupe à la Défense (Hauts-de-Seine), où environ 200 salariés se sont rassemblés. "Le message est clair: on veut que le groupe soit préservé et pérenne", a-t-il ajouté. Que les salariés, qui sont "le vrai capital de l'entreprise", ne soient "pas une variable d'ajustement", a renchéri Cyrille Vincent (CFE-CGC).

Détenu à près de 87% par l'État, Areva a accusé une perte nette d'environ 5 milliards d'euros en 2014. Le groupe qui emploie 44.000 personnes (dont 29.000 en France) a engagé un plan d'économies d'un milliard d'euros d'ici à 2017 qui devrait se traduire par la suppression de 6.000 postes, dont 3.000 à 4.000 en France. L'Etat a parallèlement appelé à un rapprochement entre Areva et EDF, qui s'est traduit par une offre de l'électricien sur Areva NP, la division réacteurs du groupe nucléaire.

La direction "va à marche forcée" sur le calendrier social, a dénoncé Pascal Evariste (CGT), alors qu'"aucune stratégie" n'est définie. "On nous propose de fausses solutions à de vrais problèmes", a estimé José Montès (FO).

"Les salariés n'ont pas démerité, ce sont ceux qui sont là-haut qui ont démerité", a poursuivi M. Evariste, au pied de la tour Areva. Pour exemple, il a cité les 20 millions d'euros par an que le groupe doit payer pour son ancien siège parisien dont "le bail n'a pas été résilié". A titre de comparaison, "le gel des salaires décidé en novembre équivaut à 15 millions d'euros", a-t-il ajouté.

La direction d'Areva a fait savoir de son côté qu'elle comprenait "l'inquiétude des salariés", mais "quelles que soient les futures décisions prises sur la recomposition de la filière nucléaire, le plan de compétitivité du groupe est un impératif et un préalable au succès de tout scénario de sortie de crise", a souligné l'entreprise.

- "Areva patron voyou" -

Partout en France, la mobilisation a été forte.

Dans le Nord-Cotentin, où se trouvent l'usine de retraitement de déchets nucléaires de la Hague et le chantier de la centrale EPR de Flamanville, 700 salariés, selon la CGT, se sont rassemblés devant la mairie de Cherbourg, sous une pluie battante.

A Marcoule (Gard), entre 200 et 300 personnes ont mis en place des barrages filtrants aux entrées du site, selon les syndicats et la gendarmerie. "On demande à l'Etat de se positionner rapidement et clairement sur ce que doit être l'équipe de France du nucléaire", a dit Marie-Catherine Coatleven, déléguée CFE-CGC.

Dans la Drôme, à Pierrelatte, où la grève a pour conséquence l'arrêt des activités de production depuis lundi soir selon la direction, 250 employés du site du Tricastin selon la gendarmerie, 400 selon la CGT, ont manifesté entre la gare et la mairie. En Saône-et-Loire, sur le site de Saint-Marcel-Le Creusot, 250 personnes selon les syndicats, 150 à 200 selon la direction, ont débrayé.

A Cadarache (Bouches-du-Rhône), ils étaient aussi environ 150 à 200 à distribuer des tracts à l'entrée du site, selon la CGT, tandis que sur le site de la Comurhex (filiale spécialisée dans le raffinage et la conversion d'uranium) près de Narbonne (Aude), 70% des quelque 250 salariés avaient cessé le travail, selon FO et la CGT.

Sur la chaussée menant à ce site, "Areva patron voyou" était écrit en lettres rouges.

mercredi 3 juin 2015

Vaucluse, Gard, envoyée spéciale.

Après le coup de massue, la riposte. Ils étaient nombreux, hier, devant les sites d'Areva de Machecoult (Gard), Pierrelatte (Vaucluse), La Hague (Manche), Le Creusot (Saône-et-Loire) ou encore à la Défense, en région parisienne, mais aussi aux côtés des salariés des filiales STMI, TNI, Mainco... Une première journée de grève nationale, intersyndicale sur tous les sites de France, un mois après l'annonce de la suppression de 3 000 à 4 000 emplois dans le groupe. Un coup de pression avant une nouvelle séance de négociations, les 9 et 10 juin prochains.

À 4h30, les premiers grévistes s'affairent sur le site de Machecoult, dans cette agglomération qui vit du nucléaire. Il faut barrer les entrées, trois en tout, réparties sur plusieurs kilomètres, avant l'arrivée de la première équipe. Une fois les palettes et les pneus déposés, le café se fait attendre, l'eau bout. « Maintenant on va mouliner qu'on est là », lâche Franck, après sa première gorgée, et « arrêter de payer pour les "commerces" ». Le mot est dans la bouche de tous les salariés du géant nucléaire, sans doute parce qu'il résume assez bien l'ensemble des erreurs de gestion, d'investissement, qui ont creusé chaque année la dette de plusieurs milliards. « Ils avaient un bijou et ils ont tout gâché, synthétise Bruno, 55 ans. Eux, ils n'ont jamais été sanctionnés, ils ont juste reçu quelques chèques; leurs amis, le gouvernement, leur ont même trouvé un autre emploi. Quand pour nous, c'est la préretraite, ou, pour ceux qui restent, la perte des acquis, la dégradation des conditions de travail... » Le salarié s'arrête, la colère est trop forte, puis reprend. « C'est toujours les mêmes qui morflent, ceux qui, à six heures du matin, sont obligés de faire grève pour se faire entendre. » Intéressement, mutuelle, primes, temps de travail... Dans la filiale logistique Mainco, où travaille Bruno, « ils grignotaient tout » pour soi-disant revenir à « une plus juste réalité des salaires, dixit la communication de la direction. À croire que nous sommes des nantis ». Des primes qui varient de 800 à 1 000 euros par mois, « obtenues parce que nous manipulons du plutonium. Nos conditions de travail sont très dures, toute la journée à quatre pattes avec un tablier de plomb », témoigne Eric Lemetals, délégué syndical CGT. Et puis, « la masse salariale, c'est 2,5 milliards d'euros chez Areva », ajoute son collègue de la CPDT. Soit la moitié de leur perte en 2014. « Pour éponger notre dette, ils vont nous licencier deux fois », lâche-t-il, un brin sarcastique.

Seule la mobilisation des salariés pourra empêcher le démantèlement
Renaud, lui, travaille sur le site de Tricastin, à Pierrelatte, à une quarantaine de kilomètres plus loin. Depuis sa première embauche en 2011, il fait deux heures de route par jour. « À l'époque, Areva, c'était quelque chose. Pour les projets, les banques se prêtaient sans souci,



UN COUP DE PRESSION AVANT UNE NOUVELLE SÉANCE DE NÉGOCIATIONS, LES 9 ET 10 JUIN. LES SALARIÉS ÉTAIENT NOMBREUX HIER À MANIFESTER. AINSI, CEUX DE LA HAGUE DEVANT LES SITES D'AREVA À CHERBOURG. PHOTO CHARLY TRIBALLEAU/ARF

ÉNERGIE

« L'avenir ne se décidera pas sans les salariés »

À la veille d'une réunion interministérielle à l'Élysée, les salariés d'Areva ont répondu hier massivement à l'appel à la grève intersyndicale dans tous les sites du groupe pour dire non à la casse sociale.

raconté-t-il. Maintenant, je ne sais même pas si j'aurai un emploi à la fin de l'année et si je vais pouvoir encore payer ma maison. »

« Une casse sociale inadmissible, surtout en l'absence de vision stratégique pour Areva et la filière nucléaire », alerte Toni Joly, secrétaire du syndicat CGT d'Areva Machecoult. La proposition du géant de l'électricité EDF de racheter Areva NP en faisant mine de recréer Pramatome en échange d'une hausse du prix de l'électricité de 2,5 % ne passe pas. « Si le gouvernement nous démantèle en vendant nos cerveaux, c'est la mise à mort du groupe. Impossible, après, de supporter les dettes », lance Jérôme Larguier, secrétaire du syndicat CGT d'Areva NC Tricastin. D'autant que, pour les syndicats, le groupe est cohérent. « Areva, c'est comme Nespresso. Elle vend le réacteur de la centrale, puis elle négocie son entretien

et le combustible », explique Jean-Pierre Bara, de la CPDT.

Comme beaucoup de ses collègues, Jean-Pierre sait que seule la mobilisation des salariés pourra empêcher le démantèlement. « Le gouvernement va probablement éviter les licenciements secs pour sauver la face, mais François Hollande ne voit pas plus loin que 2017. Dans le nucléaire, il faut une vision à vingt ou trente ans. » Dans les rassemblements, nombreux sont ceux qui pointent les 40 milliards d'euros du pacte de responsabilité versés aux entreprises sans contrepartie. « Une anomalie, pour ne pas dire une aberration... » Areva a besoin de deux milliards d'euros pour se recapitaliser. « Avec le chômage qui explose, le gouvernement devrait réfléchir à deux fois avant de supprimer 4 000 emplois », lance un des grévistes. ■

CLOTILDE MATHIEU

DES ÉLUS LOCAUX EN SOUTIEN DES AREVA

La maire de Bagnols-sur-Cèze (Gard) et président socialiste de l'agglomération, Jean-Christian Rey, est venu soutenir la grève à Machecoult, et prendre quelques informations auprès des syndicats. Mardi, félu a rendez-vous à Bercy. « Il y a deux choses à traiter. La logique de la filière nucléaire et la cohérence globale du groupe Areva. Si la solution du gouvernement est de saucissonner le groupe, c'est qu'il aura abandonné la filière, les salariés », fait-il valoir. « Et s'il y a des licenciements et des cessions d'actifs, c'est tout le tissu social qui sera détérioré. »

Grève des salariés d'Areva



Face aux risques de suppression de 4000 postes, les salariés d'Areva se sont fortement mobilisés aujourd'hui.

Mauvais choix stratégiques

Avec presque 5 milliards de pertes, des commandes en berne et de retards de chantiers colossaux, Areva paye actuellement ses mauvais choix stratégiques, et ce seront les salariés qui paieront les premiers. En effet, [le fragile géant du nucléaire](#) a décidé de supprimer environ 6000 postes dans le monde, dont 4000 en France.

Interviewé ce matin sur l'antenne de Sud Radio, le délégué syndical UNSA-Spaen Christophe Laisne a fait comprendre la position des personnels du groupe : « ce qui est en cause, ce sont principalement des mauvais choix stratégiques : les EPR de Flamanville, de Finlande, les achats de mines. Ce n'est pas aux salariés de payer ces choix. Nous attendons des choix stratégiques en interne, pas que des suppressions de postes ».

Mobilisation suivie

Pour la première fois dans l'histoire du groupe Areva, une intersyndicale a donc été constituée, et elle a appelé les salariés à une grève très suivie. Selon Jean-Pierre Berchmann, délégué du premier syndicat du groupe, la CFDT, « c'est le moment de se mobiliser, car on peut peser sur les choix qui vont être faits ».

Selon l'intersyndicale, cet appel à la grève a été une réussite, avec plus 90% de grévistes déclarés sur les sites industriels du groupe. Ces derniers étaient tout simplement à l'arrêt, et des barrages filtrants avaient aussi été mis en place autour d'eux. Parallèlement, une manifestation a rassemblé 200 personnes devant la Tour [Areva](#), siège social de l'entreprise situé dans le quartier de La Défense.

Les salariés d'Areva à Marcoule mobilisés pour défendre leurs emplois

Les salariés d'Areva étaient mobilisés, ce mardi, pour la sauvegarde de l'emploi, une première depuis l'annonce par le groupe nucléaire de la suppression de 3.000 à 4.000 postes en France. Les syndicats, notamment à Marcoule, dans le Gard et à Narbonne évoquent une forte mobilisation.



© F3 LR D.de Barros Marcoule (Gard) - les salariés du site nucléaire manifestent devant les grilles - 2 juin 2015.

La CGT, la CFDT, la CFE-CGC, FO, et l'Unsa avaient appelé les salariés à "un arrêt de travail" de 24 heures pour la "sauvegarde de l'emploi, des conditions de travail et des garanties collectives".

Devant le siège du groupe à la Défense, où environ 200 salariés étaient rassemblés, Jose Montès (FO) a fait état de "plus de 90% de grévistes en moyenne sur les sites industriels" du groupe. Les salariés manifestent leur "inquiétude et leur colère car on nous propose de fausses solutions à de vrais problèmes", a-t-il souligné.



Marcoule (30) : grève des salariés d'Areva Reportage F3 LR : D.de Barros et D.Pardanaud

Qualifiant la mobilisation à la Défense d'"exceptionnelle", Jean-Pierre Bachmann (CFDT) y a vu une traduction de "l'inquiétude des salariés sur les suppressions d'emploi et le démantèlement" du groupe.



© F3 LR D.de Barros Marcoule (Gard) - les salariés du site nucléaire manifestent devant les grilles - 2 juin 2015

Sur les sites de province, la mobilisation a débuté dans la matinée

A Marcoule, dans le Gard, selon les syndicats et la gendarmerie, entre 200 et 300 personnes se sont rassemblées devant les entrées du site.

Il s'agit de montrer notre mobilisation", a souligné Pierre-Emmanuel Joly pour la CGT du Gard qui dénonce un plan de redressement de la direction qui "ne porte que sur la casse sociale" et la mise à mal des conditions de travail.

Sur le site de la Comurhex, près de Narbonne dans l'Aude, (filiale spécialisée dans le raffinage et la conversion d'uranium), 70% des quelque 250 salariés ont cessé le travail, selon FO et CGT.



Interview de Manu Joly Porte-parole de l'intersyndicale Images F3 LR : D.Pardanaud

Environ 700 salariés se sont notamment rassemblés sur le parvis de la mairie de Cherbourg, sous une pluie battante.

A Cadarache, dans les Bouches-du-Rhône, ils étaient aussi entre 150 et 200 à distribuer des tracts à l'entrée du site, a-t-on appris auprès de la CGT.

Dans la Drôme à Pierrelatte, 250 employés du Tricastin, selon la gendarmerie, 400 selon la CGT, ont aussi manifesté entre la gare et la mairie derrière une banderole où était écrit: "l'Etat actionnaire et les dirigeants d'Areva vont enterrer la filière nucléaire".

Sur le site du Tricastin qui emploie 2.900 personnes, la grève a pour conséquence l'arrêt des activités de production depuis lundi soir, selon la direction, sauf en ce qui concerne l'usine Georges Besse 2 qui fait de l'enrichissement d'uranium.

Les installations à l'arrêt ont été placées sous surveillance, précise la direction.

Les salariés ne veulent pas payer pour les patrons

Société - Areva-comurhex



Les salariés étaient en grève pour faire bouger l'État actionnaire à 87 %./Photo DDM, JMG.

Hier, 70 % des 250 salariés d'Areva-Comurhex à Malvesi étaient en grève (60 % d'après la direction) pour dénoncer leurs cadres dirigeants et refuser les incidences en termes d'emploi suite à leurs investissements hasardeux.

À Comurhex-Malvesi, les salariés ne sont pas contents de leur patron, pas plus que de leurs cadres d'ailleurs. Ils s'étaient donc mis en grève, hier, et manifesteront le 10 juin à Marcoule et 12 juin à Tricastin.

Solidairement, les salariés ne comprennent pas que pour redresser le groupe, l'entreprise recommence avec les mêmes dirigeants. «On vient de découvrir le passif de M. Philippe Varin, le nouveau patron d'Areva. Il vient de prendre une retraite chapeau de 300 000 € par an de Peugeot. Est-ce qu'il vient à Areva pour son propre intérêt», questionne Fabrice Péréa, du syndicat CGT.

Et il rajoute : «On a la preuve aujourd'hui que les tonnes de conversion d'uranium que l'on vendait aux Japonais sont vendues aux États-Unis». Et d'expliquer l'économie bizarre de l'entreprise Areva. «Le rapprochement EDF-Areva est un choix stratégique pour vendre moins de tonnes et plus cher à EDF, ce qui permettrait d'en vendre au concurrent d'EDF. Et si EDF se sert aujourd'hui en Russie, c'est uniquement de la responsabilité d'Areva». Alors EDF reviendrait en position de force mais pas à n'importe quel prix. «EDF veut la garantie du démarrage de Comurhex II à Malvesi qui a déjà deux ans de retard et dont les travaux sont à 50 % d'avancement à Pierrelatte. EDF ne veut plus de dérive sur les phases de démarrage. Le coût initial du projet de 600 millions d'euros pour 21 000 tonnes par an voit le coût actualisé de 1 200 millions avec une production revue à la baisse à 15 000 tonnes». Mais le courroux des salariés ne s'arrête pas là. EDF demande une réduction des coûts à court terme et Areva s'engage à cette réduction à hauteur de 20 %, ce qui aura des incidences en termes d'emploi. «Les salariés condamnent ces pratiques et estiment que ceux qui doivent payer ce sont ceux qui dirigent et qui ont fait des investissements hasardeux comme avec Uramine, 3 milliards d'euros investis et pas en exploitation, l'EPR en Finlande, vendu 3 milliards, toujours pas en fonctionnement et qui coûte aujourd'hui 7 milliards d'euros au groupe, tout comme Comurhex II, prévu pour un investissement de 600 000 € coûtera finalement plus du double. En fait, nos cadres dirigeants ne redresseront jamais le groupe. On demande donc le soutien sans faille de l'État qui est actionnaire à 87 %».

L'avis du groupe Areva-Malvesi >et le plan de compétitivité. Responsable de la communication de Comurhex-Malvesi, Émilie Dhondt a souhaité donner l'avis du groupe. «La direction du groupe comprend l'inquiétude des salariés. Mais il faut se mettre en tête que le plan de compétitivité est nécessaire face à des concurrents moins chers que nous. Le groupe a trois moyens pour y parvenir. D'abord les négociations salariales qui se font au groupe avec les organisations centrales, ensuite le volet investissements notamment sécurité et sûreté tandis que les investissements non nécessaires seront décalés et enfin le volet «achat courant» qui va être optimisé. Le groupe compte sur l'engagement des salariés et sur la qualité du dialogue social».

Areva : les salariés font entendre leur voix



Forte mobilisation hier sur les trois sites d'Areva en Saône-et-Loire. Photo M. G.

Hier, la journée d'action nationale portée par l'intersyndicale a fortement mobilisé les salariés des trois sites Areva de Saône-et-Loire.

Le sort des salariés d'Areva se joue en ce moment dans les couloirs du gouvernement. Comme rien ne fuit sur les négociations autour du « contrat de transition social 2015-2017 » qui prévoit la suppression de 3000 à 4000 postes, les salariés ont décidé de faire entendre leur voix sur les 46 sites français. Le message martelé par l'intersyndicale (CGT, FO, CFDT et CGC) visait justement cette suppression massive de postes qui conduirait à une dangereuse désorganisation du fleuron de l'industrie française et plus largement de la filière nucléaire. Le rapprochement entre l'État, actionnaire majoritaire, et EDF est également dans le viseur des syndicats, ces derniers estimant que l'énergéticien aurait à la fois une casquette d'exploitant et de fabricant.

Localement, les actions ont été bien suivies même si le nombre de grévistes a été difficile à évaluer du fait de la multitude des formes de mobilisation. Les assemblées générales suivies de débrayage à Areva Saint-Marcel ont mobilisé la moitié de l'effectif selon la CFDT, soit près de 500 salariés. Les blocages matinaux des sites d'Areva Chalon et du Creusot ont touché de fait tous les salariés.

Et dans cette dernière ville, les organisations syndicales (CGT et CFDT) ont profité de l'action pour aller à la rencontre des responsables politiques locaux. Philippe Baumel, député, David Marti, président de la Communauté urbaine et Jean-Claude Lagrange, 1er vice-président en charge du développement économique, ont assuré être à l'écoute des préoccupations des grévistes. Il réservait néanmoins un avis définitif après le conseil de politique nucléaire qui réunira aujourd'hui François Hollande et les ministres concernés. Tous ont également proposé de constituer un groupe de travail dans les semaines à venir pour déterminer d'une vision stratégique et industrielle plus précise pour Areva.

03/06/2015, 7:02

Areva : forte mobilisation dans la Drôme



(Crédits : © Benoit Tessier / Reuters) Aurélien Tournier

Les salariés du groupe Areva étaient nombreux à s'être mobilisés dans la Drôme, ce mardi 2 juin, particulièrement au sud du département. Tous défendaient leurs emplois, mais aussi les conditions de travail et les accords actuellement en vigueur au sein de l'entreprise.

Verdict à la fin du mois

Dans la Drôme, [où le leader mondial du nucléaire emploie près de 3 350 personnes](#), dont 700 à Romans-sur-Isère, force est de constater que la mobilisation était importante, à l'image de l'ensemble de l'Hexagone. Selon des sources syndicales, le mouvement a rassemblé environ 200 personnes sur le site Areva NP de Romans-sur-Isère, où deux débrayages, des prises de paroles et une rencontre avec la direction se sont déroulés tout au long de la journée. A Pierrelatte, près d'un millier de personnes auraient manifesté dans les rues. De son côté, le groupe Areva estime à 60% le taux de grévistes à Tricastin et 39% celui de Romans-sur-Isère.

Face à une perte record de 4,8 milliards d'euros, Areva doit faire des choix pour redresser ses comptes. Les mesures concernant chaque établissement seront dévoilées à la fin du mois de juin.

Réunion décisive à l'Elysée sur l'avenir d'Areva et de ses salariés



Photomontage réalisé le 9 mars 2015 montrant le siège d'Areva et celui d'EDF côte à côte [afp.com/Loic Venance](http://afp.com/LoicVenance)

Les salariés d'Areva se sont serré les coudes mardi pour défendre les emplois au sein du groupe nucléaire dont 3000 à 4000 postes sont menacés. Un coup de force alors que l'avenir du groupe se décide en partie ce mercredi à l'Elysée.

Nouvelle semaine cruciale pour la filière nucléaire française. Mardi, [les salariés d'Areva](#) se sont mobilisés pour défendre les emplois au sein du groupe tricolore où depuis [la publication des résultats catastrophiques de l'entreprise en mars](#), la direction a annoncé [la suppression de 3000 à 4000 postes en France](#).

Ainsi, la CGT, la CFDT, la CFE-CGC, FO, et l'Unsa avaient appelé les salariés à "un arrêt de travail" de 24 heures pour la "sauvegarde de l'emploi, des conditions de travail et des garanties collectives". Un mouvement visiblement bien suivi par les troupes qui voulaient "donner un message clair aux décideurs politiques et à la direction": l'avenir d'Areva "ne se fera pas sans les salariés".

EDF cherche son autonomie

Devant le siège à la Défense (Hauts-de-Seine), où environ 200 salariés étaient rassemblés, José Montès (FO) a fait état de "plus de 90% de grévistes en moyenne sur les sites industriels", notamment en province. Jean-Pierre Bachmann, le coordinateur de la CFDT, a vu lui dans la mobilisation, une traduction de "l'inquiétude des salariés sur les suppressions d'emplois et le démantèlement" du groupe.

Car en effet, figure bel et bien en ligne de mire, un probable découpage des activités d'Areva. Fin mai, EDF (détenu à 84,5% par l'Etat) a transmis une offre à son "cousin" [pour racheter l'activité "réacteurs" d'Areva pour 2 milliards d'euros](#). Une offre "indicative" précisait EDF qui voulait surtout prendre la température et mettre un pied dans la porte. Concrètement, la branche Areva NP (ex-Framatome) qui intéresse EDF, pèse 35% des effectifs du groupe et comprend la conception, la fabrication et maintenance des réacteurs. Des métiers complémentaires des activités d'EDF qui exploite lui les centrales.

Seulement, comme l'expliquait dernièrement un spécialiste du secteur à L'Express, rapprocher Areva d'EDF risque aussi ["de contaminer celui qui se porte bien"](#). Ce qui n'empêche pas les discussions. "EDF a toujours cherché à gagner en autonomie, en indépendance" nous expliquait Matthieu Courtecuisse. "Mais EDF ne peut pas se permettre qu'Areva meure".

L'arbitrage de l'Elysée

Si les syndicats voient d'un mauvais oeil le démantèlement du groupe, l'Etat pourrait opter pour une filière "France nucléaire" où viendrait s'imbriquer les activités de constructeur, d'opérateur et d'équipementier. Dans le cas du scénario d'un rachat d'Areva NP par EDF, c'est l'électricien qui sortirait le chéquier. Mais celui-ci, qui tente tant bien que mal de faire augmenter ses tarifs (+2,5% par an sur trois ans), pourrait indirectement faire porter la charge aux consommateurs. Difficilement tenable d'un point de vue politique pour l'exécutif.

L'autre scénario serait une recapitalisation d'Areva par l'Etat, actionnaire de référence du groupe (il possède 87% du capital). Si [l'option n'enchantait pas Emmanuel Macron à première vue](#), le ministre de l'Economie a depuis ouvert la porte à cette solution lors d'une question posée à l'Assemblée courant mai. Avec son plan de restructuration, Areva a fait un pas. L'Etat pourrait bientôt faire le second.

L'avenir d'Areva au cœur d'une réunion à l'Élysée



Les salariés d'Areva se sont mobilisés mardi pour défendre les emplois au sein du groupe. Crédits photo : CHARLY TRIBALLEAU/AFP

François Hollande réunit à l'Élysée ce mercredi les ministres concernés par la filière nucléaire. Objectif : dessiner un géant du nucléaire français.

L'Etat remet de l'ordre dans le nucléaire. Le chef du gouvernement [Manuel Valls](#) ainsi que les ministres concernés par le nucléaire se réuniront autour du chef de l'Etat mercredi matin. Une réunion qui lancera la réorganisation de la filière nucléaire française, un «France nucléaire», comme le désigne Emmanuel Macron, autour d'[EDF](#), plus cohérent et intégré que ne l'est aujourd'hui la filière. [François Hollande](#) et le gouvernement devront définir le futur d'[Areva](#) et déterminer le rôle d'EDF ainsi que sa stratégie. Le tout sans négliger la question de l'emploi.

Après avoir accusé une perte nette d'environ cinq milliards d'euros en 2014, Areva a aujourd'hui besoin de six à sept milliards d'euros. Le groupe souhaiterait que l'Etat injecte les fonds nécessaires pour recapitaliser sa filiale chargée de la conception. Mais ce schéma n'a pas les faveurs du gouvernement [qui soutient une autre proposition, moins coûteuse](#).

Un scénario tout trouvé

[EDF a proposé de racheter le pôle Areva NP pour deux milliards d'euros](#). Le «plan Lévy», du nom de son PDG, prévoit la création d'une filiale qui réunirait les activités de la filière réacteur d'Areva. Une société à «grande autonomie industrielle et de gestion» mais également «proche de son actionnaire majoritaire EDF» et donc «plus efficace», selon Jean-Bernard Lévy. [La direction d'EDF souhaite attirer des partenaires français](#) mais surtout étrangers, et notamment chinois.

Ce que le contribuable ne paiera pas pour sauver Areva, le consommateur d'électricité pourrait bien le payer en plus. En échange de l'offre qui assure un véritable coup de main à l'Etat, le gouvernement pourrait concéder à EDF une hausse des tarifs de l'électricité. Selon le *JDD*, il pourrait s'agir d'une hausse de 2,5% par an sur trois ans.

Une baisse des coûts de l'ordre d'un milliard d'euros est également prévue pour renflouer les caisses de l'entreprise. Un choix qui n'est pas sans conséquences sur l'emploi. La direction a annoncé, le mois dernier, [une suppression de 6.000 postes, dont 3.000 à 4.000 en France](#). À la veille de la réunion au sommet de l'Etat, les salariés d'Areva se sont une nouvelle fois fortement mobilisés pour défendre les emplois au sein du groupe nucléaire. L'intersyndicale CGT, CFDT, CFE-CGC, FO et UNSA avait appelé mardi les salariés à «un arrêt de travail» de 24 heures pour dénoncer le démantèlement du groupe nucléaire. Une victoire pour les syndicats puisque le taux de grévistes a atteint entre 50% et 60% sur les différents sites, selon la direction. FO parlant de «plus de 90% des grévistes en moyenne sur les sites industriels».

L'Etat, qui détient près de 87% du capital du groupe, devra quand même mettre la main au porte-monnaie. Malgré les deux milliards qui devraient provenir de la cession d'actifs et de la réduction des coûts du spécialiste de l'atome. Deux autres milliards issus de la vente de la filiale réacteurs à EDF. Il manque donc deux milliards que l'Etat devra injecter dans les comptes d'Areva.

D'autres alternatives possibles

Le groupe d'électricité n'est pas le seul candidat dans le jeu. Engie lui dispute une partie de l'activité d'Areva. La direction du groupe ex-GDF Suez envisage de se renforcer dans le nucléaire même si aucune offre concrète n'a encore été proposée. Les groupes d'électricité chinois CNNC et CGN se sont également penchés sur le dossier. Déjà partenaires d'EDF et d'Areva en Chine et au Royaume-Uni sont intéressés par une prise de participation dans ce qui devrait être la future filiale d'EDF. Le Premier ministre Manuel Valls avait déjà évoqué l'arrivée d'autres acteurs.

Areva : l'Élysée doit trancher

FRÉDÉRIC DE MONICAULT BERTILLE BAYART

ÉNERGIE Le nucléaire français est suspendu aux décisions qui pourraient être prises ce mercredi matin à l'Élysée. Après le Conseil des ministres, François Hollande présidera une réunion consacrée au sauvetage d'Areva, en présence de Manuel Valls et des ministres concernés.

Le dossier est brûlant, à la fois pour le groupe en situation de quasi-faillite et pour la filière nucléaire française. À la veille de cette réunion, les acteurs du dossier restaient dans le flou sur les intentions de l'exécutif et le contenu de la feuille de route qui pourrait être ensuite fixée à l'entreprise. Décision ou nouvelle procrastination ? Pour plusieurs sources, l'option défendue par EDF tient la corde. L'électricien a fait la semaine dernière une offre indicative de rachat de l'activité réacteurs d'Areva. Une proposition à 2 milliards d'euros, assortie de multiples inconnues sur son périmètre, les garanties réclamées, et qui fait apparaître un écart considérable dans les estimations par EDF, d'une part, par Areva, d'autre part, de l'activité et des résultats futurs de cette branche.

Cette option a les faveurs de Bercy. La direction d'Areva est réticente. « Ce schéma a l'avantage de la simplicité dans sa présentation », souligne un bon connaisseur du secteur. « Pour le reste, il faudra des semaines, voire des mois, pour définir complètement le nouveau périmètre. » Seule certitude : la mise en œuvre du plan sera assortie d'une recapitalisation par l'État, d'au moins 2 milliards d'euros selon un proche du dossier. Interrogé à l'Assemblée, Emmanuel Macron s'est montré affirmatif : « Nous recapitaliserons une entreprise plus forte dans une filière plus forte. »

Chez les salariés du groupe nucléaire, qui a déjà annoncé 3 000 à 4 000 suppressions de postes en France, l'inquiétude monte. Mardi, l'appel à la grève de l'intersyndicale a été massivement suivi, à 90 % sur les sites industriels selon FO, de 50 % à 60 % selon la direction. B. B. et F. M.

L'avenir d'Areva en jeu à l'Elysée

Une réunion se tient ce mercredi en présence de François Hollande, Manuel Valls, et des ministres concernés par le nucléaire (Ségolène Royal, Emmanuel Macron et Laurent Fabius) pour décider quel plan adopter.

Un rendez-vous important mais pas décisif



RSS

Quel avenir pour Areva ? Une réunion se tient à l'Elysée mercredi 3 juin, présidée par François Hollande, en présence du premier ministre, Manuel Valls, et des ministres concernés par le nucléaire (Ségolène Royal, Emmanuel Macron et Laurent Fabius) pour le décider. Elle doit permettre de "redessiner" les contours d'Areva puisque EDF, s'est officiellement déclaré intéressé, mais par une partie seulement du groupe nucléaire. Engie, l'ex-GDF Suez est aussi entré dans la danse, mais ne sait pas encore quel rôle elle pourrait tenir à l'avenir.

Comme l'avait indiqué le ministre de l'économie, Emmanuel Macron, le 22 mai dernier, ce rendez-vous "sera un moment important" pour l'avancée du dossier", mais ne devrait, a priori, pas être décisif. Le gouvernement, actionnaire à 87 % d'Areva et à 84,5 % d'EDF, n'a pas encore totalement tranché. M. Macron a évoqué une décision gouvernementale permettant "d'ici l'été" d'assurer "une pleine visibilité". Tout en affirmant qu'il ne s'agit pas "de faire du Meccano financier, en découpant des bouts d'entreprise."

Areva doit présenter sa feuille de route stratégique le 30 juillet lors de la publication des résultats du premier semestre. Après avoir accusé une perte nette d'environ cinq milliards d'euros en 2014, Areva a aujourd'hui besoin de six à sept milliards d'euros. La direction a annoncé, le mois dernier, une suppression de 6.000 postes, dont 3.000 à 4.000 en France. Le groupe souhaiterait que l'Etat injecte les fonds nécessaires pour recapitaliser sa filiale chargée de la conception. Mais ce schéma n'a pas les faveurs du gouvernement qui soutient une autre proposition, moins coûteuse.

Areva : Réunion de travail sur l'avenir d'Areva mercredi à l'Elysée

Une réunion de travail des membres du gouvernement concernés par le dossier Areva aura lieu autour de François Hollande à l'Elysée mercredi après le conseil des ministres, a-t-on confirmé mardi de source gouvernementale.

Outre le président et le Premier ministre, Manuel Valls, seront présents le chef de la diplomatie, Laurent Fabius, la ministre de l'Ecologie, Ségolène Royal, et le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron.

Selon ce dernier, l'Etat ne prendra qu'en juillet une décision définitive sur la restructuration du groupe nucléaire.

Deux grands scénarios sont actuellement sur la table : la reprise totale ou partielle de l'activité réacteurs d'Areva par EDF ou la création d'une coentreprise avec l'électricien pour les seules activités ingénierie du groupe. (Elizabeth Pineau, édité par Yves Clarisse)

Areva : réunion cruciale à l'Elysée autour de Hollande

1



Des salariés d'Areva manifestent à Cherbourg, le 2 juin 2015 (AFP/Charly Triballeau)

Une réunion capitale sur l'avenir de la filière nucléaire se tient aujourd'hui à l'Elysée. Elle réunira autour de François Hollande, à l'issue du Conseil des ministres, le Premier ministre Manuel Valls, ainsi que les ministres de l'Economie Emmanuel Macron, de l'Energie, Ségolène Royal et des Affaires Etrangères Laurent Fabius.



Areva : aucun licenciement envisagé en France, affirme Macron

Il s'agit en fait de trouver une solution à la crise dans laquelle est plongé le groupe Areva, détenu à près de 87% par l'Etat.

Areva a accusé une perte nette d'environ 5 milliards d'euros en 2014. Le groupe qui emploie 44.000 personnes, dont 29.000 en France, a engagé un plan d'économies d'un milliard d'euros d'ici à 2017 qui devrait se traduire par la suppression de 6.000 postes, dont 3.000 à 4.000 en France. L'Etat a parallèlement appelé à un rapprochement entre Areva et EDF, qui s'est traduit par une offre de l'électricien sur Areva NP, la division réacteurs du groupe nucléaire.

90% de grévistes mardi selon FO

Mardi, les salariés du groupe se sont mobilisés pour défendre leurs emplois. L'intersyndicale CGT, CFDT, CFE-CGC, FO et Unsa avait appelé à «un arrêt de travail» de 24 heures. Une mobilisation réussie, FO parlant de «plus de 90% de grévistes en moyenne sur les sites industriels», la direction faisant état d'un taux de grévistes «entre 50% et 60%» sur les mêmes sites.

«C'est bien que les salariés aient fait entendre leur voix», s'est félicité Jean-Pierre Bachmann (CFDT) devant le siège du groupe à la Défense (Hauts-de-Seine), où environ 200 salariés se sont rassemblés. «Le message est clair : on veut que le groupe soit préservé et pérenne», a-t-il ajouté. Cyrille Vincent (CFE-CGC) a renchéri, souhaitant que les salariés, qui sont «le vrai capital de l'entreprise», ne soient «pas une variable d'ajustement».

«Les salariés n'ont pas démerité, ce sont ceux qui sont là-haut qui ont démerité», a poursuivi Pascal Evariste (CGT), au pied de la tour Areva. Il a cité les 20 millions d'euros par an que le groupe doit payer pour son ancien siège parisien dont «le bail n'a pas été résilié». A titre de comparaison, a-t-il ajouté, «le gel des salaires décidé en novembre équivaut à 15 millions d'euros».

La direction d'Areva a fait savoir de son côté qu'elle comprenait «l'inquiétude des salariés», soulignant que «quelles que soient les futures décisions prises sur la recomposition de la filière nucléaire, le plan de compétitivité du groupe est un impératif et un préalable au succès de tout scénario de sortie de crise».



La centrale nucléaire de Bugey, le 2 mai 2012 à Saint-Vulbas. (Photo Philippe Desmazes. AFP)

POUR/CONTRE. Alors que l'avenir d'Areva pourrait être scellé ce mercredi à l'Élysée, analyse croisée des forces et faiblesses de la filière et de ses perspectives.

Le démantèlement d'Areva, détenu à près de 87% par l'Etat, pourrait être scellé ce mercredi à l'Élysée. Le groupe nucléaire, qui emploie 29 000 personnes en France, a accusé une perte nette d'environ 5 milliards d'euros en 2014 et annoncé la suppression de 3 000 à 4 000 postes rien que dans l'Hexagone. En projet, le rachat de la branche réacteurs par EDF et la prise de participation d'Engie dans ses services de maintenance. Cette opération signifie-t-elle la fin de la filière nucléaire nationale ?

Pour

Disposer d'une filière nucléaire permet de rester cohérent avec l'objectif d'indépendance énergétique que la France s'est fixé.

Sauver la filière nucléaire ? Oui, s'il s'agit d'être cohérent avec la politique gouvernementale, du PS comme du parti Les Républicains (LR). Votée par le PS et EE-LV, la loi de transition énergétique stipule bien que les centrales nucléaires doivent constituer le socle de la

production d'électricité nationale, avec un objectif de 50 % du total «à l'horizon 2025» et une puissance installée similaire à l'actuelle, 63,2 GW, ce qui correspond aux 58 réacteurs actuellement en service en France. Quant aux élus LR, ils n'ont pas caché vouloir un mix électrique encore plus nucléarisé. S'il fallait un indice supplémentaire de la volonté gouvernementale de poursuivre l'option nucléaire à très long terme, au-delà de 2050, on peut ajouter celui-ci: la poursuite des recherches sur la quatrième génération de réacteurs.

Qu'est-ce que la «filière nucléaire»? C'est la capacité technologique et industrielle de concevoir et de réaliser l'ensemble des constructions et opérations liées au combustible nucléaire - de la mine à la gestion des combustibles usés - et aux réacteurs. Et pourquoi est-ce important pour un pays comme la France d'en avoir le contrôle? La plupart des questions sensibles de l'électronucléaire - maîtrise de l'approvisionnement des réacteurs, prix du kW/h, doctrine de sûreté et gestion des activités dangereuses - relèvent de cette «filière». Ne pas en disposer signifie donc se soumettre aux conditions des fournisseurs, comme le font la plupart des pays qui utilisent cette technologie. Afficher un objectif «d'indépendance énergétique» grâce au nucléaire, ce qui constitue la base des discours gouvernementaux, suppose donc de disposer de cette filière industrielle. Et, en France, cette filière est constituée, pour l'essentiel, de deux entreprises publiques, EDF et Areva. La conserver fait donc partie des choix énergétiques des partis de gouvernement.

Mais qu'y a-t-il à «sauver»? Pas EDF, qui gagne de l'argent avec ses centrales. Areva, en revanche, a un besoin de financement d'environ 4,5 milliards d'euros, en gros l'équivalent des trois dernières années de dividendes versés par EDF à l'Etat, son principal actionnaire. Cette situation est le résultat de trois erreurs majeures. D'abord, l'achat peu avisé d'une mine d'uranium en Namibie. Ensuite, une perte de près de 500 millions d'euros dans l'éolien. Enfin et surtout le chantier du premier EPR, en Finlande, vendu sous son prix par Areva pour servir de tête de série à ce nouveau réacteur. Sauf que la perte va dépasser de loin celle attendue, en raison d'une gestion de la construction qui tourne au fiasco et pourrait coûter à Areva environ 3 milliards, aujourd'hui provisionnés. Ses autres activités - fournir de l'uranium enrichi, du combustible, des opérations de maintenance des réacteurs et retraiter les combustibles usés à la Hague - demeurent rentables, malgré la perte actuelle du marché japonais. Tandis que son carnet de commandes dépasse les 46 milliards d'euros pour 8,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2014.

Mais sauver la filière nucléaire équivaut-il à sauver le modèle Areva, une entreprise qui intègre toute la filière sauf l'exploitation des réacteurs? Non, répond la direction d'EDF, qui se verrait bien reprendre à son compte la partie maintenance et conception des réacteurs. Oui, rétorquent les syndicats du personnel d'Areva, qui pointent la «carence managériale» et les mauvaises relations entre EDF et Areva, l'électricien se fournissant par exemple chez les concurrents pour une part de son uranium. C'est plutôt à cette question que François Hollande et Emmanuel Macron doivent répondre. **S. H.**

Contre

Alors que la filière est au bord de la faillite et accumule les déboires, la France pourrait tourner à l'électricité verte d'ici à 2050, sans surcoût.

«La vraie question est plutôt : la filière est-elle encore sauvable?» s'exclame Thierry Salomon, de l'association NégaWatt. Bigre. Personne ne le nie, «l'excellence nucléaire française» a du plomb dans l'aile. Et pas qu'un peu. Areva, censé être un de nos fleurons industriels, est en quasi faillite. Et entend du coup supprimer 3 000 à 4 000 postes. On comprend l'angoisse des salariés, mobilisés mardi. Un carnage, dû «à des choix stratégiques malencontreux», «un manque de maîtrise sur les grands projets» et au coup d'arrêt du marché mondial du nucléaire après Fukushima, reconnaissait son PDG, Philippe Varin, en mai. Or EDF, qui veut racheter l'activité réacteurs d'Areva, n'est pas en forme non plus : sa dette nette atteignait 34,2 milliards d'euros fin 2014. «La stratégie développée depuis une quinzaine d'années par la filière nucléaire française a consisté à investir massivement dans des activités à l'étranger et à l'exportation, avec l'espoir d'y trouver des relais de croissance face à la perspective d'un marché en recul et de coûts croissants en France», explique Yves Marignac, directeur du cabinet Wise-Paris. Mais le fiasco des projets d'EDF aux Etats-Unis ou en Italie et les grandes difficultés au Royaume-Uni, comme les pertes massives d'Areva sur l'EPR d'Olkiluoto en Finlande, et Uramin, illustrent l'échec de cette stratégie.» Selon lui, «la France n'a fourni à ce jour que 2,4 % des réacteurs construits hors du territoire.» Elle a régulièrement revu à la baisse ses ambitions de vente d'EPR, tant les déboires s'accumulent sur le chantier finlandais et à Flamanville (Manche) - le coût de ce dernier a déjà triplé, atteignant 8,5 milliards d'euros, et une «anomalie sérieuse» a été détectée dans la cuve du réacteur. Idem côté retraitement du combustible irradié : «Areva a perdu tous ses

clients étrangers à l'exception du néerlandais EPZ, qui représente moins de 0,2% de la capacité nucléaire installée hors de France», calcule Marignac.

Comment un malade pourra-t-il sauver un grand malade ? Comment éviter qu'Areva n'entraîne EDF dans sa déroute ? Les coûts flambent, et pas que pour l'EPR. Le coût de production des 19 centrales françaises s'est envolé de 21% entre 2010 et 2013, alerte la Cour des comptes. Et il faudra déboursier 110 milliards d'euros pour entretenir les centrales vieillissantes, sans garantie de pouvoir les prolonger au-delà de quarante ans. Parallèlement, le coût des énergies renouvelables chute : le solaire pourrait devenir la principale source d'électricité dans le monde d'ici à 2050, selon l'Agence internationale de l'énergie. La France pourrait «carburer» à l'électricité 100 % verte à la même échéance sans que cela coûte plus que l'atome, conclut l'Agence de l'environnement et de la maîtrise d'énergie. *«C'est désormais aux tenants de la poursuite du nucléaire de prouver sa pertinence sur le plan énergétique mais aussi sur l'emploi, la sécurisation des prix de l'électricité et la résilience face aux risques futurs»,* estime Salomon.

En attendant, que faire ? Au-delà de l'injection d'argent frais et de la réorganisation industrielle, *«il faudra une profonde réorientation, axée sur les services aux réacteurs existants (maintenance...), puis le démantèlement et la gestion finale des déchets, sans parler de la nécessité de transférer massivement des compétences vers les filières renouvelables»,* insiste Marignac. Le député EE-LV Denis Baupin ne voit pas de salut pour EDF hors du *«triptyque maîtrise de l'énergie-énergies renouvelables-décentralisation et réseaux intelligents»*. Sans quoi, *«il restera aussi crédible que le commercial qui proposerait d'acheter un Minitel plutôt qu'une tablette, en le payant trois fois plus cher»*. **C. S.**

La France engage la recomposition de sa filière nucléaire

Mercredi 3 juin se tient, à l'Élysée, une réunion cruciale sur l'avenir d'Areva et, derrière, la redéfinition de tout le secteur

Quelle est la meilleure organisation industrielle pour redonner de la vigueur à la filière nucléaire française – ébranlée par la lourde perte d'Areva en 2014 (4,8 milliards d'euros) ? Même pris par l'urgence financière de sauver le groupe – ou ce qu'il en restera à l'issue du rapprochement avec EDF –, l'Etat actionnaire devra répondre à cette question. Elle sera au centre de la séance de travail qui réunira, mercredi, tous les ministres concernés (énergie, économie, finances et affaires étrangères) autour de François Hollande et Manuel Valls. Avant que la nouvelle architecture ne soit arrêtée, début juillet, dans le cadre d'un conseil de politique nucléaire présidé par François Hollande. Le gouvernement doit répondre à plusieurs grands enjeux : assurer le bon fonctionnement et la coûteuse modernisation des 58 réacteurs du parc EDF (55 milliards d'euros d'ici à 2025), maintenir la France dans le peloton de tête des pays exportateurs d'équipements nucléaires et sauver les quelque 200 000 emplois directs et indirects d'une filière aussi stratégique que celle de l'aéronautique. A l'issue des arbitrages rendus par l'Etat, actionnaire à 87 % d'Areva, le groupe ne sera plus présent dans tous les métiers comme il l'était depuis sa création en 2001, où il assurait l'extraction et l'enrichissement de l'uranium, l'assemblage des combustibles, la conception et la fabrication des réacteurs, la maintenance, le traitement-recyclage des déchets et le démantèlement des centrales. C'est une nouvelle forme d'intégration qui se profile autour d'EDF, qui reprendra la main sur la conception des réacteurs.

L'Etat se penche sur la refonte de la filière nucléaire



L'Élysée étudie mercredi 3 juin les modalités du mariage EDF-Areva. Revue des modèles étrangers

Et probablement sur leur fabrication dans le cadre d'une filiale spécifique et ouverte à des partenaires français et étrangers. La France aura ainsi son propre modèle dans un monde nucléaire où chaque grand pays a développé sa propre organisation, fruit de l'histoire et de la volonté plus ou moins affirmée des gouvernements de créer une filière électronucléaire pilotée par l'Etat.

La Russie Emmanuel Macron avait créé la surprise, mi-mars, en donnant le modèle russe en exemple. " *Certains concurrents, comme Rosatom par exemple, sont beaucoup plus intégrés- qu'Areva -* ", soulignait le ministre de l'économie dans *LeFigaro*. Si la Russie a fait de gros efforts depuis la catastrophe de Tchernobyl (1986) pour atteindre les standards de sûreté internationaux, ni sa gouvernance ni sa transparence financière (normes IFRS, etc.) ne permettent de la considérer comme une entreprise normale. Issue du ministère de l'énergie (Minatom) et dirigée par un ancien premier ministre de Boris Eltsine, cette agence fédérale, composée de nombreuses sociétés spécialisées, est une sorte d'Etat dans l'Etat qui contrôle toutes les activités civiles et militaires, assure une partie de la recherche comme le Commissariat à l'énergie atomique en France (CEA), fabrique tous les équipements et le combustible, assure les services nucléaires, produit de l'électricité, retraite les combustibles usés. Comme si, peu ou prou, EDF, le CEA et Areva formaient la même entreprise.

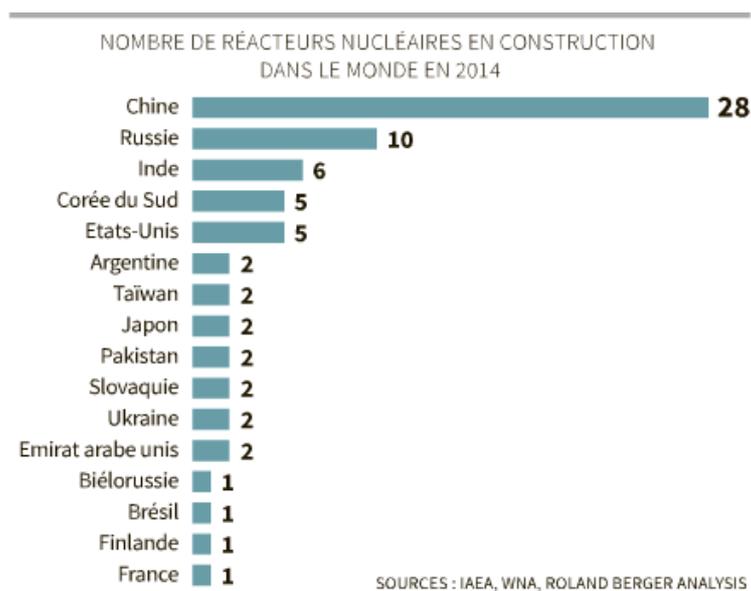
Les Etats-Unis L'intégration y est faible et les rôles très partagés. Les exploitants de centrales, nombreux et de taille moyenne (Exelon, Duke...), ont confié la maîtrise d'ouvrage à des spécialistes comme Bechtel ou Shaw, et la fourniture des grands composants et du combustible à General Electric (GE) et Westinghouse (racheté par Toshiba en 2006), comme le faisait l'ex-Framatome en France. Quant à l'enrichissement, il est assuré par USEC (United States Enrichment Corporation), une société privée très suivie par le gouvernement fédéral pour des raisons de sûreté.

La Corée du Sud La volonté de l'Etat de développer un ambitieux programme électronucléaire national, dès la fin des années 1950, a conduit à une forte intégration. Kepco (préféré au consortium français à Abou Dhabi en 2009) produit de l'électricité nucléaire à travers sa filiale KHNP, dispose de sa propre ingénierie (Korea Hydro & Nuclear Power), fabrique aussi du combustible et assure la conception et la maintenance de ses centrales. Seule lui échappe la fabrication des grands composants (cuves, générateurs de vapeur...), confiée à la société privée Doosan. Contrôlé par l'Etat à 51 %, Kepco bénéficie aussi de facilités de financements publics.

Le Japon Il existe plusieurs exploitants (Tepco, Kansai, Shikoku...) de centrales nucléaires, comme en Allemagne (E.ON, RWE, EnBW...), mais chacun a choisi un grand fournisseur et un architecte-ensemblier capable de concevoir toute la centrale, note-t-on chez Areva. Dans le sud de l'Archipel, ils ont fait affaire avec Mitsubishi Heavy Industries avec des réacteurs sous licence Westinghouse, qui a fourni des centrales clés en main aux électriciens. Dans le Nord, ces derniers ont fait appel à Hitachi et Toshiba avec des réacteurs GE, qui leur ont livré les centrales.

La Chine Il y a, indéniablement, un mouvement de concentration dans l'univers nucléaire civil chinois, notamment avec le rapprochement en cours des deux plus grands groupes d'électricité, CNNC et CGN, qui développent en commun un réacteur de troisième génération concurrent de l'EPR français. Le premier assure le rôle de recherche dévolu au CEA en France, mais il a aussi lancé le réacteur civil (Qinshan 1) en 1991, première réalisation concrète de l'ambition électronucléaire affichée dès 1983 par le " Petit Timonier " Deng Xiaoping. L'autre grand acteur, CGN, est né d'une initiative de la province du Guangdong et s'est construit sur le modèle EDF (architecte-ensemblier et exploitant). Il est passé sous le contrôle de l'Etat central en 2012. Mais les composants des centrales chinoises sont fabriqués par des industriels comme Dongfang Electric.

C'est face à tous ces acteurs que se retrouve l'industrie française. Dans son rapport remis en 2010 au chef de l'Etat, François Roussely, ex-PDG d'EDF, soulignait que " *les marchés auxquels la filière française peut concourir sont essentiellement situés à l'exportation* ". Malgré la catastrophe de Fukushima, une trentaine de pays frappent à la porte du club des Etats nucléaires. Dans un scénario qu'il juge " *conservateur* ", le cabinet Roland Berger Strategy Consultants estime que le nombre de réacteurs passera de 435 à 489 d'ici à 2030, soit une hausse de 26 % de la capacité installée (+ 100 gigawatts). Ce qui ne fait pas un " gâteau " énorme à se partager dans les quinze prochaines années sur un marché de plus en plus concurrentiel.



Jean-Bernard Lévy : EDF et E.ON : les électriciens doivent être vigilants face à Google



Jean-Bernard Lévy. - Photo Eric Piermont/AFP



Johannes Teyssen. - Photo Eric Piermont/AFP

Face à la crise du secteur, l'énergéticien allemand E.ON a fait un choix radical : il mise sur les énergies renouvelables, les réseaux électriques et les services aux clients, et s'apprête à loger ses centrales électriques à gaz, au charbon et nucléaires dans une structure baptisée « Uniper ». Une stratégie opposée à celle d'EDF, qui défend son modèle actuel et envisage de reprendre des actifs d'Areva. Pour autant, les deux géants européens sont confrontés aux mêmes défis : chute des prix de gros de l'électricité, essor massif des renouvelables, arrivée de concurrents dont Google... Alors que son prédécesseur à la tête d'EDF, Henri Proglio, ne cherchait pas la proximité avec E.ON, allié historique d'Engie (ex-GDF Suez), Jean-Bernard Lévy fait cause commune avec son concurrent. A Berlin, les deux patrons livrent leurs réflexions aux « Echos » et au quotidien économique allemand « Handelsblatt ».

Jean-Bernard Lévy, E.ON va se scinder en deux. Cette stratégie peut-elle être un modèle pour d'autres groupes ?

J.-B. L. : Ce mouvement est suivi de près par l'ensemble du secteur, pour analyser la manière dont E.ON va évoluer, dans quelle mesure les actionnaires en profiteront et comment cela influencera le marché. En ce qui concerne EDF, la structure du groupe lui permet de bien se défendre dans des conditions de marché très difficiles et il conservera son modèle intégré.

Johannes Teyssen, pensez-vous faire des émules ?

J. T. : Cela nous importe peu ! Si nous avons raison, j'espère que les concurrents ne nous imiteront pas car nous conserverons ainsi le leadership. Si les résultats ne sont pas au rendez-vous, pourquoi suivraient-ils cette approche ? Je crois que chacun doit trouver ses propres réponses.

EDF veut croître dans les énergies renouvelables. Avez-vous un but précis ?

J.-B. L. : Nous avons lancé une revue stratégique, en cours de finalisation, qui dessine l'avenir d'EDF à l'horizon 2030. Nous nous préparons à un développement significatif des énergies renouvelables, particulièrement de l'éolien.

J. T. : Permettez-moi de « challenger » votre question. C'est une façon très traditionnelle pour un énergéticien de se définir en nombres de mégawatts, de kilomètres de ligne électrique ou de clients. Mais n'est-ce pas plus important de regarder quels actifs vous avez développés et portés à maturité ? L'agilité et la flexibilité sont aujourd'hui beaucoup plus importantes que ces chiffres.

E.ON se concentre sur les énergies vertes, les réseaux et les services. Ces activités sont-elles jugées intéressantes par les marchés ?

J. T. : Absolument. Regardez par exemple ce qui se passe dans les réseaux. Le prix du gestionnaire de réseaux suédois Fortum montre à quel point ce métier est attractif. Comme nous, les investisseurs voient bien qu'il s'agit d'une activité à risque faible et en croissance. En ce qui concerne les renouvelables, l'Agence internationale de l'énergie y anticipe la plus forte croissance dans les dix prochaines années. L'efficacité énergétique a aussi un avenir prometteur. Vous ne perdez pas votre argent dans ces métiers !

De nouveaux acteurs comme Tesla ou Google arrivent sur le marché de l'énergie. Cela vous fait-il peur ?

J.-B. L. : Nous devons être vigilants et surtout innover. Sinon, nous courrons le risque de devenir une commodité. Il s'agit d'une priorité majeure pour EDF. Je viens du monde des médias et des télécommunications, où, durant les quinze dernières années, toute la valeur additionnelle a été capturée par les entreprises dites « Gafa » (Google, Amazon, Facebook et Apple). Elles ont les plus grosses capitalisations boursières au monde tandis que les opérateurs d'infrastructures ont détruit une valeur impressionnante. C'est pourquoi nous investissons environ 600 millions d'euros par an dans la R&D et innovons dans les territoires avec des partenaires.

J. T. : Notre secteur industriel ne sera pas très différent des autres. Il sera numérique et tous les aspects du Big Data arrivent. Bien sûr, certains acteurs comme Google pourraient avoir un avantage de départ, mais la beauté de notre industrie est aussi sa complexité, et elle n'est pas facile à surmonter. Pour autant, nous avons un grand respect pour les challengers comme Google.

Voulez-vous coopérer avec eux ?

J. T. : Une caractéristique d'Internet est que vous avez plus de plateformes. Les clients ne veulent pas de solutions venant d'un seul vendeur. Donc les coopérations seront quelque chose de normal dans le futur. Je n'exclurais rien et ne crois pas non plus que vendre des services 100 % E.ON soit voué à un grand succès. Vous devez être ouverts. Dans le passé, les énergéticiens ont essentiellement misé sur la croissance et la taille. Cette époque est révolue. Nous n'avons pas besoin de posséder ni de contrôler mais d'être bon.

C'est vrai aussi pour EDF ?

J.-B. L. : Nous avons en effet la réputation de ne pas être très ouverts à des partenariats et nous devons changer cela. Mais nous sommes déjà actifs, par exemple dans les services. Un de mes projets est d'accélérer cette évolution d'une vision très holistique - avec l'idée de tout faire nous-mêmes - vers quelque chose de beaucoup plus entrepreneurial et basé sur les coopérations.

Votre prédécesseur à EDF a cédé EnBW mais voyait l'Allemagne comme un marché stratégique. Quel est votre point de vue ?

J.-B. L. : Le groupe est guidé par deux objectifs stratégiques. Premièrement : les renouvelables. Deuxièmement : les régions du monde où l'environnement macroéconomique est porteur. A ce stade, l'Europe n'est pas une économie de croissance, notamment pour des raisons démographiques. Donc, à terme, au-delà de ses bases européennes, attendez-vous à ce qu'EDF se développe davantage dans les pays émergents, mais de façon sélective.

Au-delà d'Areva, l'Elysée doit trancher la question de l'EPR



© EDF

Une réunion entre EDF et Areva se tient à l'Elysée ce mercredi 3 juin. Au-delà des périmètres des deux sociétés, le Président de la République doit décider quoi faire des chantiers EPR en France et en Finlande. Le premier pèse dramatiquement sur les comptes d'Areva, le second pourrait condamner le réacteur tricolore.

Depuis trois mois, le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, a pris en charge le dossier Areva. Avec ses 4,9 milliards d'euros de pertes enregistrés en 2014 et près de 6 000 suppressions d'emplois annoncées, le champion nucléaire n'a jamais fait aussi pâle figure. Le tout dernier scénario tend vers une scission d'Areva, son activité Réacteurs étant reprise par EDF pour environ 2 milliards d'euros. A cela, s'ajoutera l'entrée d'électriciens chinois au capital du groupe pour redonner une assise financière aux activités rentables (car il y en a !). Une première étape importante sera franchie mercredi 3 juin : les dirigeants d'Areva et d'EDF se retrouvent à l'Elysée. Le Président de la République et ses équipes doivent analyser l'offre de l'électricien. L'Etat, actionnaire des deux groupes à plus de 80 %, devrait donner son feu vert pour poursuivre les négociations plus en avant.

DES CHOIX STRATEGIQUES HASARDEUX

Le problème est que la refonte d'Areva et, par essence, d'une large partie de la filière nucléaire française, ne suffit pas à faire table rase du passé. Comme l'expliquait Emmanuel Macron dans une interview accordée à L'Usine Nouvelle : "On paie avant tout des choix stratégiques hasardeux, dans lesquels l'Etat actionnaire des années 2000 a sa part : le choix d'Areva de porter seul le risque de la construction du premier réacteur EPR à Olkiluoto en Finlande, sa diversification dans les mines sans assurer la rentabilité de son cœur de métier et un dysfonctionnement profond de la filière nucléaire française qui s'est fait concurrence à elle-même à l'international".

François Hollande doit décider, en particulier, du sort du réacteur EPR et des chantiers en cours. L'EPR en construction en Finlande, chantier débuté en 2005, affiche 7 ans de retard. Il pèse lourdement sur les comptes d'Areva. En 2014, le groupe a passé 720 millions d'euros de provisions, pour un montant total approchant les 3 milliards. "Ce contrat comportait au moins deux clauses constituant une bombe à retardement, sans compter, sans doute, une sous-évaluation du prix de vente. D'une part, le délai de réalisation était exagérément bref. D'autre part, les pénalités de retard n'étaient ni limitées dans le temps, ni plafonnées. Du coup, l'énorme retard constaté est supportable par le client finlandais. Mais pour Areva, il en résulte des milliards de perte", analyse Jean Syrota, ex-directeur de la Cogema, société fusionnée avec Framatome pour donner naissance à Areva.

LA CUVE DE TOUS LES DANGERS

L'EPR français, en construction à Flamanville (Manche), affiche cinq ans de retard et un surcoût de 3 milliards d'euros. Une épée de Damoclès est désormais suspendue au-dessus du réacteur depuis que l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a pointé du doigt un défaut sur la cuve construite par les ateliers d'Areva à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire). Il s'agit d'une anomalie dans la résistance de l'acier sur le fond et le couvercle de la pièce de 11 mètres de haut et 425 tonnes. Lors d'une audition au Sénat fin mai, Pierre-Franck Chevet, le président de l'ASN, parlait "d'une anomalie très sérieuse (...) sur un organe crucial en terme de sûreté". En octobre prochain, Areva remettra de nouvelles études sur cette lourde pièce forgée. Fin 2015 ou début 2016, l'ASN indiquera si la cuve est utilisable moyennant une surveillance renforcée ou si elle doit être remplacée. Dans ce dernier cas, difficile d'imaginer les surcoûts et les retards supplémentaires... la survie du chantier est même questionnée.

EDF ne veut pas porter l'ensemble des risques des deux EPR en construction en Europe. Son budget est déjà serré alors qu'il doit investir pour construire deux EPR en Grande-Bretagne et réaliser le Grand carénage du parc nucléaire français, afin de porter la durée de vie des centrales hexagonales de 40 à 50 ans, pour 55 milliards d'euros. De plus, l'électricien a déjà engagé des travaux d'ingénierie pour l'après-EPR. Cet "EPR NM" (pour Nouveau Modèle) sera toujours un réacteur de troisième génération mais plus petit, plus simple et plus constructible. Dans les années 90, lorsque l'Etat a forcé au rapprochement d'Areva et de Siemens (alliance aujourd'hui rompue), EDF ne voulait pas de l'EPR, ayant déjà dans ses cartons son propre réacteur, le REP 2000.

François Hollande va donc devoir, au-delà de l'organisation de la filière nucléaire, donner aussi des indications sur ses orientations technologiques. Une première piste se dessinera ce mercredi 3 juin dans le bureau du chef de l'Etat à l'Elysée. Des décisions plus concrètes devraient être actées mi-juillet à l'occasion d'un Conseil de politique nucléaire.

EDF veut une hausse des prix de l'électricité

Le groupe rappelle qu'il est endetté. Et fait valoir que le rachat des réacteurs d'Areva auquel l'Etat le pousse doit s'accompagner de contreparties

Les consommateurs n'échapperont sans doute pas à une nouvelle augmentation des tarifs réglementés de l'électricité cet été, mais le gouvernement n'en a pas arrêté le niveau. Le PDG d'EDF, Jean-Bernard Lévy, aurait réclamé une hausse de 2,5 % par an sur trois ans, à compter de cette année, selon *Le Journal du dimanche* publié le 31 mai.

"EDF n'a fait aucune demande chiffrée", indique une source proche de l'entreprise, même si, depuis son arrivée à la présidence du groupe d'électricité fin 2014, M. Lévy réclame une hausse et une visibilité sur les tarifs. Plusieurs sources indiquent qu'il n'y a pour l'heure "pas d'accord" sur ce montant.

Lors de l'assemblée générale des actionnaires, le 19 mai, le patron d'EDF avait de nouveau réclamé un "rattrapage tarifaire" pour permettre au géant de l'énergie de "couvrir ses coûts". Il juge que la situation financière de l'entreprise est "délicate" au moment où elle va devoir "faire face à des investissements essentiels dans les prochaines années".

EDF doit construire deux réacteurs EPR de troisième génération au Royaume-Uni, mais aussi moderniser les réseaux électriques et financer le "grand carénage", la modernisation et l'amélioration de la sûreté des 58 réacteurs nucléaires français d'ici à 2025, pour un montant estimé à 55 milliards d'euros.

"Vigilance"

Longtemps très modérée, la hausse des tarifs a commencé à être significative en 2010. Les prix ont augmenté de 2,5 % au 1er novembre 2014, après le gel par l'Etat de la hausse de 5 % initialement promise par le gouvernement Ayrault et la définition d'un nouveau mode de calcul.

Cette nouvelle formule, intégrant davantage les prix de gros, très bas actuellement, et censée protéger le consommateur, comptait pour 1,6 %, les 0,9 % restant correspondant au rattrapage tarifaire sur 2012-2013 imposé par le Conseil d'Etat.

Cette insistance de Jean-Bernard Lévy sur les tarifs s'inscrit dans un contexte qui n'est pas si rose pour son groupe. Certes, EDF a dégagé un résultat net de 3,7 milliards d'euros en 2014, mais l'entreprise traîne une dette nette de 34,2 milliards d'euros. Son patron répète également que le cash-flow disponible est négatif. Une situation inacceptable sur le long terme, selon Jean-Bernard Lévy, qui a appelé à la "vigilance".

A cette dimension financière s'ajoute une donnée industrielle : l'opération Areva NP. Un coût supplémentaire en perspective pour EDF. Au départ, l'électricien n'avait aucun projet de reprise de l'activité réacteurs et services (ex-Framatome) du groupe nucléaire, en très grande difficulté, qui n'est pas dans son cœur de métier.

Pressé par l'Etat actionnaire, il a récemment fait une offre de l'ordre de 2 milliards d'euros. Mais il ne fait guère de doute qu'au nom de la défense des intérêts de son entreprise, Jean-Bernard Lévy a peu ou prou demandé une contrepartie, en l'occurrence une augmentation significative des tarifs.

Cette relance du débat sur les tarifs de l'électricité ne tombe pas par hasard. Elle survient en effet à la veille d'une réunion sur la réorganisation de la filière nucléaire française, mercredi 3 juin, à l'Elysée autour du chef de l'Etat, en présence du premier ministre et des ministres concernés (économie, énergie, finances, affaires étrangères).

